

## L'OFFENSIVE CONTRE LE SECTEUR PUBLIC

### UN AXE DE LA POLITIQUE DU POUVOIR

Bien qu'il se vante d'avoir réussi à éponger les effets des grandes luttes sociales du printemps 68, le pouvoir se trouve aujourd'hui en situation délicate.

Bien sûr, il n'y a pas de barricades. Il n'y a pas trop de remue-ménage organisé. La contestation violente est maintenue par Marcellin à un niveau décent...

Mais la gangrène pourrit le pouvoir en profondeur. Les ressorts mêmes de la politique néo-gaulliste sont cassés. C'est la fin de la politique de grandeur nationale. Profitant des vacances, Pompidou accepte le mariage Fiat-Citroën et la fusion Bull-Honeywell... Deux exemples significatifs : la France n'aura pas de politique économique autonome telle que la prévoyait la grandeur gaulliste.

Il y a quelques années déjà, la bourgeoisie s'apercevait que la France-grande-puissance-coloniale était un rêve ; aujourd'hui, elle va apprendre que la France-puissance-économique-et-militaire-indépendante est un rêve aussi...

La politique sociale de Chaban Delmas — que l'on avait présentée à la fois comme un onguent sur les plaies révélées par Mai et comme un paravent au manque de politique pour ce qui est du reste — a été rangée au cagibi des accessoires de théâtre gouvernementaux, tous les intéressés ayant pu en apprécier le manque de consistance.

Ni grande politique d'Etat ni politique sociale... Sur les deux fronts, le pouvoir est démuni. Il se débrouille en vivant d'expédients. L'impression qu'il donne est de se laisser aller sur la plus grande pente des intérêts du capital, sans calcul politique à long terme. Jamais, l'expression appliquée à l'Etat de grand commis des intérêts bourgeois n'a été mieux appropriée.

Mais, à refuser d'aborder et de résoudre les problèmes sociaux, le pouvoir ne se prépare pas des lendemains qui chantent. Les contradictions entre les orientations actuelles et la paix sociale (c'est-à-dire un minimum de désordre selon Marcellin) sont évidentes.